

Contribution d'un particulier

Modalités de prise en compte de participations de tiers dans le financement de programmes d'investissements de renforcement pour l'insertion du biométhane dans les réseaux de gaz naturel

Date de la contribution : 18/03/2022

Introduction

Question 1 : Êtes-vous favorable à l'évolution proposée par la CRE pour le dispositif de participation de tiers financeurs dans le financement des programmes d'investissement de renforcement des réseaux ?

Défavorable

Commentaire :

La note technique est peu compréhensible pour le citoyen moyen. Il s'agit de valider des projets d'infrastructures et d'étendre le réseau de gaz naturel afin de permettre d'injecter toujours plus de biométhane (qui n'a de bio que son nom) et donc permettre à terme l'installation de nombreuses unités de méthanisation y compris *dans des zones identifiées comme non efficaces sur le plan technico-économique* (?)

On envisage donc les modalités de prise en compte de participations de tiers (Région, collectivités locales ?...) dans le financement de ces programmes. Avec naturellement de l'argent public qui va venir encore une fois financer le développement d'installations industrielles privées et la production de gaz à partir d'une activité agricole, la méthanisation de peu de rendement mais aux multiples impacts négatifs. Nuisances et dégâts pour l'environnement, l'air, les sols, l'eau, le bien-être et surtout la santé des habitants locaux. Depuis une quinzaine d'années, les pouvoirs publics ont déjà investi plus de 14 milliards d'euros pour le développement de cette industrie et aujourd'hui on sait que la CRE annonce une augmentation de 40 à 60% du niveau de prise en charge des coûts de raccordement au réseau gaz naturel ... A ces coûts devront se rajouter le préjudice de dévastation des paysages et d'impacts des travaux destructeurs sur les forêts, haies, cours d'eau, espèces menacées. C'est ce que l'on a constaté en Bretagne avec 100 km de creusement de canalisations de gaz du Morbihan au Finistère et en Champagne Ardennes sur 300 kms.

Ces deux chantiers du fait des dégâts réels constatés sont en procédure judiciaire ...